

GB : le Ministre Sajid Javid a-t-il fait disparaître l'enquête sur les responsables des viols en série ?

écrit par Christine Tasin | 23 février 2020



Tout le monde sait que l'immense majorité des viols a été commise par des gens d'origine pakistanaise, ce qui est une façon de dire, en anglais, par des musulmans.

Mais il semble que Sajid Javid, qui était à l'époque Ministre de l'Intérieur (et qui est maintenant Ministre du Trésor) ait reculé devant la proclamation de cette vérité à l'ensemble des Anglais... toujours la peur que "l'extrême-droite" s'empare du sujet et du rapport officiel pour mettre les politiques le nez dans leur merde...

Alors ça bidouille, ça hésite, ça procrastine, ça parle de politique donc de secret, de décisions (prises ? à venir ?) pour lesquelles le secret serait nécessaire...

La réalité c'est que ce scandale énorme qui éclabousse

police, justice, politiques, simples citoyens qui se sont tus, tous pour ne pas "stigmatiser" les communautés responsables a coûté la vie, le bonheur à plus de 18700 petites filles... pendant 16 ans !

Ils s'en foutent.

Johnson laissera-t-il faire ? Il semble que le nouveau Ministre de l'Intérieur Priti Patel cherche désespérément documents et vérité...

Des bureaucrates du ministère de l'Intérieur ont été accusés d'avoir enterré un rapport pour 2018 sur l'origine ethnique des violeurs en bande de jeunes filles.

Le rapport avait été commandé par Sajid Javid – alors ministre de l'intérieur, maintenant au trésor public – en 2018. Le député musulman d'origine pakistanaise avait déclaré être « en colère » qu'un nombre aussi disproportionné de violeurs en bande de jeunes filles proviennent de sa communauté, et qu'ils avaient « déshonoré notre héritage ».

Le ministère de l'intérieur a ensuite déclaré que le rapport resterait interne, en raison, supposément, d'une sensibilité opérationnelle, et Javid a été accusé de l'avoir essentiellement mis dans un placard.

Aujourd'hui, son successeur au poste de ministre de l'Intérieur, Priti Patel, serait confrontée à des « obscurcissements » et à des « manœuvres » de la part des bureaucrates du ministère alors qu'elle tente de découvrir ce qu'il est advenu de leur enquête.

« Je ne sais pas pourquoi, mais on a continuellement l'impression que les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur évitent délibérément les instructions claires des ministres en matière de recherche lorsqu'il s'agit des gangs de violeurs », a commenté Sarah Champion, députée

travailleuse qui a insisté sur la question des « grooming gangs » pendant un certain temps, **et qui a été renvoyée du gouvernement fantôme du leader travailliste Jeremy Corbyn pour avoir osé dire que « la Grande-Bretagne avait un problème avec les hommes pakistanais britanniques qui violent et exploitent des filles blanches ».**

« Les ministres de l'intérieur et l'ancien ministre de l'intérieur [Javid] m'ont tous déclaré que le ministère mènerait des recherches sur les auteurs d'exploitation sexuelle d'enfants liée à des gangs », a déclaré M. Champion à propos de l'impasse actuelle.

« Nous n'avons toujours rien. Il semble que les fonctionnaires du ministère de l'intérieur croient que s'ils ignorent les demandes d'information sur les gangs pendant assez longtemps, les ministres passeront simplement à un autre sujet. »

« Je pense qu'ils pourraient être choqués par la persistance de Priti Patel sur cette question. »

Des sources ont déclaré au Huffington Post que Mme Patel n'était « pas très satisfaite » des fonctionnaires de son département, qui sont considérés comme « n'étant pas complètement francs » sur la question. Elle aurait insisté pour voir les résultats du rapport par elle-même, même s'ils ne sont pas révélés au public.

Une étude indépendante menée par le groupe de réflexion Quilliam a déjà indiqué que quelque 84 % de ces prédateurs sont des hommes d'origine « d'Asie du Sud ».

« Le ministre de l'Intérieur de l'époque nous avait promis une sorte de réexamen et ensuite, quand on n'a rien vu, on nous a dit qu'il était réservé à un usage interne », a commenté Nazir Afzal, un ancien procureur de la Couronne qui a mené certaines des premières affaires contre les gangs de prédateurs sexuels quand les autorités ont finalement été

forcées d'agir sur le scandale.

« Maintenant, il semble que personne ne puisse le retrouver », a-t-il ajouté.

« Ce sont les victimes qui sont constamment déçues par les échecs des autorités. »

Nazir Afzal veut que le rapport soit publié car, selon lui, son absence est « exploitée par l'extrême droite ».

[...]

[Breitbart](https://www.fdesouche.com/1334761-royaume-uni-le-ministere-d-e-linterieur-accuse-davoir-enterre-un-rapport-sur-lorigine-ethnique-des-gangs-violant-des-jeunes-filles-blanches)

<https://www.fdesouche.com/1334761-royaume-uni-le-ministere-d-e-linterieur-accuse-davoir-enterre-un-rapport-sur-lorigine-ethnique-des-gangs-violant-des-jeunes-filles-blanches>

.

Le gouvernement refuse de rendre publiques les recherches officielles sur les caractéristiques des grooming gangs, affirmant que ce n'est pas dans « *l'intérêt public* » .

Des survivantes ont accusé les ministres de faire de « *vaines promesses* » , tandis qu'un homme qui avait traduit en justice des violeurs à Rochdale a demandé au Ministère de l'Intérieur de « faire preuve de courage et de publier » ses conclusions.

Cette décision intervient après la révélation de The Independent qu'en seulement un an les [diverses] autorités locales avaient identifié près de 19 000 enfants présumées victimes d'exploitation sexuelle, ce qui a suscité de nouveaux appels à des efforts pour la prévention.

Sajid Javid avait promis cette étude en tant que ministre de l'intérieur en juillet 2018, s'engageant à ce qu'il n'y ait « *aucun sujet interdit dans l'enquête* » .

« Je ne laisserai pas les sensibilités culturelles ou politiques s'opposer à la compréhension du problème et à la mise en place de mesures », avait-t-il déclaré à l'époque.

« J'ai demandé à mes fonctionnaires d'explorer les contextes et les caractéristiques particulières de ces types de gangs ».

Mais le gouvernement n'a fait aucune autre annonce sur l'étude après le passage de M. Javid au Budget l'an dernier. Il avait toutefois déclaré qu'il publierait bientôt une stratégie nationale qui définira « une réponse de l'ensemble du système à toutes les formes d'abus sexuels sur les enfants ».

En décembre, The Independent avait été informé que le travail était terminé mais qu'il ne serait utilisé que pour l'élaboration de politiques internes et ne serait pas rendu public.

En réponse à une requête en liberté de l'information (Freedom Of Information) demandant les recherches effectuées et les rapports établis en conséquence, le Ministère de l'Intérieur avait confirmé qu'il détenait l'information mais qu'il ne la divulguerait pas.

Dans une lettre adressée à The Independent, des responsables ont déclaré avoir appliqué « un test d'intérêt public », mais que des informations ont été retirées car elles concernaient l'élaboration de la politique gouvernementale.

L'un des principaux objectifs de l'exemption est de protéger la « marge de sécurité » [*« safe space »*] nécessaire pour que les ministres et les autorités puissent examiner les options politiques en privé sans risque de divulgation prématurée », a-t-il ajouté.

« La divulgation risquerait de précipiter des décisions que les ministres doivent encore prendre. En outre,

l'information pourrait être trompeuse si elle était rendue publique et utilisée hors contexte» .

L'unité FOI du Ministère de l'Intérieur a déclaré que les documents comprenaient également des informations « *sensibles sur le plan opérationnel* » de la police et pouvaient nuire aux enquêtes en cours.

La lettre ajoute : « *Nous reconnaissons que ce sujet dans son ensemble et généralement tout éclairage et enseignement sont des questions avec un intérêt public fort, bien qu'il ne s'ensuive pas nécessairement qu'il soit dans l'intérêt public de divulguer toute information spécifique s'y rapportant*» .

Sammy Woodhouse, une victime de Rotherham qui a contribué à révéler le scandale, a déclaré à The Independent qu'elle pensait que les recherches allaient être rendues publiques.

« J'ai toujours eu l'impression qu'ils allaient faire un rapport complet et en faire quelque chose d'officiel» , a-t-elle déclaré.

« Beaucoup de gens soutenaient cette étude, c'est ridicule qu'ils ne la publient pas. »

« On entend toujours dire « nous allons faire ceci, faire cela », et quand on est censé y arriver, il n'y a rien. Ce sont toujours des promesses vides. »

Une autre femme, qui avait également été violentée sexuellement par un gang de prédateurs sexuels à Rotherham et qui souhaitait rester anonyme, a déclaré qu'elle était « *déçue et frustrée* » par la décision de ne pas publier le rapport.

« L'incapacité répétée du gouvernement à reconnaître le rôle d'un racisme et d'un sectarisme religieux dans les crimes des « grooming gangs » a conduit à des enquêtes, protections

et poursuites inadaptées» , a-t-elle déclaré.

« La prévention de futurs crimes de ces « grooming gangs » ne peut se faire que par une contre-éducation sexuelle et relationnelle. »

Cette femme fait campagne pour que des changements soient apportés aux directives sur les crimes haineux et pour la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner la violence sexiste **liée à la foi et à la croyance**.

Un ancien procureur en chef qui avait engagé des poursuites contre un gang de prédateurs sexuels à Rochdale a averti que les groupes d'extrême droite utilisaient un « vide » d'informations fiables pour diffuser leurs croyances et gagner des soutiens.

Nazir Afzal avait déclaré demander depuis 2012 des recherches formelles sur les liens potentiels entre l'ethnicité et la violence dans la rue.

« La désinformation et l'anecdote sont exploitées par les tenants de la suprématie blanche et d'autres personnes ayant des objectifs» , a-t-il ajouté.

« Plus vite nous aurons des preuves, plus vite nous pourrions vraiment les confronter. Le ministère de l'intérieur devrait faire preuve de courage et publier ».

L'engagement initial de M. Javid faisait suite à une lettre d'un groupe de politiciens de tous les partis qui demandait au Ministère de l'Intérieur d'entreprendre des recherches sur les modèles de comportement et ce qui motive ces gangs de prédateurs.

Sarah Champion, la députée travailliste de Rotherham, figurait parmi les signataires et avait alors exprimé l'espoir que cette étude permettrait de prévenir les sévices et de protéger les enfants.

Le Ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il publierait bientôt une stratégie nationale qui définira une « *réponse de l'ensemble du système à toutes les formes de sévices sexuels sur les enfants* » .

Un porte-parole du ministère avait déclaré : « *L'abus sexuel d'enfants est un crime répugnant et les prédateurs qui abusent des enfants seront confrontés à la pleine force de la loi.* »

« *Nous poursuivons nos travaux sur plusieurs fronts afin de comprendre les caractéristiques de la délinquance collective et les contextes dans lesquels elle se produit.*Cela inclut le travail en cours commandé par l'ancien ministre de l'intérieur et servira de base aux futures politiques gouvernementales en matière d'abus sexuels sur les enfants. »

« *De nouvelles lois sur les peines garantiront également que les pires délinquants violents et sexuels passeront en prison un temps qui correspond à la gravité de leurs crimes, protégeant ainsi les victimes et donnant au public confiance dans le système de justice pénale* » .

[The Independent](#)

<https://www.fdesouche.com/1340565-royaume-uni-le-gouvernement-ne-publiera-finalement-pas-letude-sur-les-gangs-de-predateurs-sexuels-violant-des-jeunes-filles-blanches>